

N° 244

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1974-1975

Annexe au procès-verbal de la séance du 17 avril 1975.

PROJET DE LOI

complétant et modifiant le Code minier,

PRÉSENTÉ

AU NOM DE M. JACQUES CHIRAC,
Premier Ministre,

PAR M. MICHEL D'ORNANO,
Ministre de l'Industrie et de la Recherche,

PAR M. MICHEL PONIATOWSKI,
Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur,

PAR M. JEAN LECANUET,
Ministre de la Justice, Garde des Sceaux,

ET PAR M. ROBERT GALLEY,
Ministre de l'Équipement.

(Renvoyé à la Commission des Affaires économiques et du Plan, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

L'importance des problèmes posés par notre approvisionnement en matières premières a pris, au cours de la dernière année écoulée, un relief particulier. Elle fait ressortir la nécessité de mettre en œuvre en ces domaines une politique plus active, dont le développement des ressources situées sur notre territoire est un élément primordial.

L'approvisionnement de la France en matières premières est, en effet, pour la grande majorité des substances, largement dépendant de l'étranger. Globalement la production minière nationale n'assure environ que le septième de nos besoins. Les conséquences en ont été nettement ressenties ces derniers temps : le déficit de notre balance commerciale du fait des importations de matières premières, hors énergie, a été de 12 milliards de francs en 1974 ; de plus cette lourde dépense nationale peut fluctuer, de façon erratique au gré des tensions et des affrontements sur la scène internationale, sans que nous puissions parvenir dans l'immédiat à une maîtrise quelconque de ces évolutions ; enfin les risques de pénurie physique plus ou moins durable ne peuvent être négligés.

Face à cette situation nouvelle un effort général s'impose sur l'ensemble de notre politique d'approvisionnement en matières premières : réduire notre vulnérabilité aux à-coups conjoncturels des marchés, acquérir une meilleure maîtrise de la consommation intérieure, en augmentant les possibilités de substitutions entre matériaux, d'économies, de recyclage de déchets, accéder à des ressources à l'étranger dans des conditions plus sûres.

Dans cet ensemble, la recherche de la meilleure exploitation possible des ressources nationales, sans apporter évidemment une réponse unique au problème, tient naturellement une place de premier ordre. En effet, le potentiel minier du territoire national est important : seuls les gisements relativement faciles à découvrir ont été jusqu'à présent mis en exploitation, les progrès réalisés au

cours de ces dernières années dans les méthodes de prospection des gisements et de valorisation des minerais ouvrent un vaste champ de ressources potentielles encore très mal connu.

Ces possibilités sont confirmées par les récentes mises en exploitation, notamment de gisements de plomb, zinc, argent, barytine, aux Farges (Corrèze), à Saint-Salvy (Tarn), à Chaillac (Indre) et d'uranium à Lodève (Hérault).

Une revision profonde de la gestion de nos ressources minières nationales est nécessaire. Ceci exige, bien entendu, des efforts très divers de recherche scientifique et technique, de prospection minière, de développement industriel minier et métallurgique.

Les modifications du Code minier proposées ici constituent un ensemble d'adaptations de notre législation minière qui s'inscrit dans ce cadre général de préoccupations. Ces modifications en sont l'accompagnement indispensable pour donner à la puissance publique les moyens d'incitation et de contrôle nécessaires, en recherchant notamment des conditions de compatibilité satisfaisantes entre les exploitations minières et leur environnement.

C'est ainsi que s'ordonnent les propositions du projet présenté qui visent à permettre :

— une meilleure incitation au développement des gisements, en édictant des règles nouvelles destinées à empêcher leur stérilisation, telles que la réduction de la durée des concessions à cinquante ans maximum, avec possibilité toutefois de prolongation de vingt-cinq ans (art. 29-1) et le retrait des concessions inactives (art. 119-1) en élargissant le domaine des informations de base sur la connaissance du sol et du sous-sol dont la communication à la puissance publique est obligatoire (mise à jour des articles 132 et 133 du Code en incluant les informations chimiques et géochimiques [art. 6, 16, 22 et 24 du projet]) ;

— un meilleur contrôle de l'Etat sur la gestion des ressources naturelles et sur les titulaires des titres miniers, en imposant certaines obligations telles qu'elles figurent aux articles 9, 12, 25, 51 et 62 modifiés du Code minier (art. 3, 7, 10, 13 du projet) ;

— un renforcement des pouvoirs de police et des moyens d'action de l'administration ; le principal objectif recherché est d'obtenir que les exploitations s'insèrent le mieux possible dans leur environnement : il faut éviter notamment que certaines exploi-

tations mal conduites ne constituent des exemples fâcheux qui incitent l'opinion publique à s'opposer à de nouveaux chantiers, alors même que des dispositions adaptées permettent de les exploiter sans compromettre leur environnement. En ce sens sont complétés les articles 9, 12, 25, 51, 83, 84, 85 du Code. En outre, en ce qui concerne la sauvegarde des intérêts visés à l'article 84, l'administration doit être dotée de pouvoirs indiscutables d'intervention rapide pour interrompre l'activité d'exploitants récalcitrants dont les travaux provoqueraient des dégâts irréparables : recours à la force publique et immobilisation du matériel (art. 86) (art. 18 du projet).

Les moyens d'action de l'administration s'exercent encore par son pouvoir de retrait des titres miniers. L'inobservation des conditions mises à leur délivrance, énumérées aux articles nouveaux, 9, 12, 25, 51 du Code, est un nouveau cas de retrait.

L'ensemble des modifications proposées ici concerne les activités de recherche et d'exploitation de mines. Le cas des exploitations de carrières, qui posent on le sait des problèmes particulièrement difficiles en matière de protection de l'environnement n'a pas été abordé dans ce cadre. Le Gouvernement sera amené à proposer au début de 1976, à l'initiative du Ministre de la Qualité de la Vie et du Ministre de l'Industrie et de la Recherche, des dispositions spécifiques relatives aux carrières qui tiendront compte des enseignements tirés de l'application de la loi du 2 janvier 1970.

*
* *

Le projet présenté comporte par ailleurs un ensemble de dispositions relatif à l'énergie géothermique ; articles 3, 4 et titre V nouveaux du Code (art. 1^{er}, 2, 20 du projet).

L'actualité économique a renouvelé l'intérêt porté aux énergies non traditionnelles, parmi lesquelles la géothermie, sans être l'énergie miracle qui doit résoudre tous les problèmes de l'approvisionnement national paraît particulièrement prometteuse. On estime en effet que les ressources nationales de chauffage géothermique peuvent, si les aléas de leur mise en valeur sont surmontés, remplacer au bout de dix ans environ quelques centièmes de la consommation française en hydrocarbures.

Le sujet de la géothermie n'est pas nouveau, ainsi qu'en attestent sur le plan technique l'installation de chauffage du Melun, et sur le plan législatif la loi de 1968 qui classait dans le régime des mines la géothermie des Départements d'Outre-Mer. Toutefois, c'est maintenant seulement que le besoin d'une législation de la géothermie en Métropole se fait sentir. Il importe en effet, vu l'importance des investissements à engager, que l'exploration et l'exploitation de la chaleur souterraine soient simultanément incitées et réglementées : cette réglementation incitatrice est nécessaire pour promouvoir le développement de cette nouvelle source d'énergie disponible en France même, mais, d'autre part, la puissance publique doit se doter des moyens réglementaires qui lui permettent de contrôler la gestion du sous-sol.

La solution proposée par le présent projet de loi consiste à classer la géothermie parmi les substances concessibles ; des modalités particulières sont prévues sur certains points afin de tenir compte des aspects spécifiques de la géothermie. Sont donc considérées comme des mines toutes les exploitations de chaleur souterraine. Toutefois, dans un but de décentralisation et de simplification administratives, les actes instituant les permis de recherche d'exploitation et autorisation d'occupation temporaire sont signés par le préfet pour une catégorie particulière d'exploitations géothermiques, dites à basse température. En effet, les gîtes géothermiques à température élevée, nettement supérieure à 100 °C, sont rares, ponctuels et leur recherche s'avère difficile, ils relèveront entièrement de la procédure minière ; à l'inverse, pour les gîtes à température modérée ou basse, qui correspondent aux grands bassins sédimentaires, un succès de la géothermie pourrait se traduire au bout de quelques années par une multiplication rapide du nombre des exploitations, donc des autorisations à délivrer, d'où la recherche d'une procédure simplifiée. Enfin, le projet de loi prévoit que des petites installations géothermiques, qui ne sont pas encore du domaine de la technique disponible, mais pourraient le devenir, ne seront pas soumises aux procédures envisagées pour les hautes et basses températures.

Sur le fond, le projet de loi propose les régimes d'exclusivité, de privilège d'occupation des sols et de périmètre de protection qui sont traditionnels en droit minier. Afin de bien distinguer une exploitation de chaleur du prélèvement d'eau souterraine, fluide calorifère le plus fréquent, il est prévu que la réinjection de l'eau

pourra être imposée. Cette mesure, non seulement évite un gaspillage d'eau potable ou une pollution par rejet d'eau souterraine non potable, mais encore garantit que le gîte géothermique ne sera pas compromis par un drainage excessif.

*
* *

Les modifications proposées sont aussi l'occasion d'une mise à jour du Code minier :

— par l'intégration dans la loi de certaines règles jurisprudentielles, telles que la cession partielle de concessions prévue à l'article 119-10 nouveau du Code (art. 23 du projet) ;

— par la suppression de dispositions du Code minier devenues inutiles et désuètes : articles 34, 38 à 40, 93 à 96, 197 à 202, 207 (art. 8, 9, 19, 26 du projet), ou regroupés : articles 17, 44 et 58 rassemblés dans un titre VI *ter* (art. 4, 9, 12, 23 du projet), articles 32 et 33 refondus dans l'article 30 (art. 7 et 8 du projet) ;

— par une révision de l'article 141 du Code tendant à supprimer des références devenues sans objet, mais, aussi, à sanctionner les agissements contraires à la salubrité publique (art. 25 du projet).

Telles sont les raisons qui ont motivé la présentation du projet soumis à votre délibération.

PROJET DE LOI

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre de l'Equipe-ment et du Ministre de l'Industrie et de la Recherche,

Vu l'article 39 de la Constitution,

Décète :

Le présent projet de loi, délibéré en Conseil des Ministres après avis du Conseil d'Etat, sera présenté au Sénat par le Ministre de l'Industrie et de la Recherche qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

CHAPITRE PREMIER

Classification des mines.

Article premier.

Il est ajouté au Code minier un article 3 ainsi conçu :

« *Art. 3.* — Sont également considérés comme mines les gîtes renfermés dans le sein de la terre, dits gîtes géothermiques, dont on peut extraire de l'énergie sous forme thermique, notamment par l'intermédiaire des eaux chaudes et vapeurs souterraines qu'ils contiennent.

« Les gîtes géothermiques sont classés en gîtes à haute température et gîtes à basse température, selon les modalités définies par un décret en Conseil d'Etat.

« Les titres IV, VI *bis*, VI *ter*, VIII, IX et X du livre I^{er} du présent Code s'appliquent à tous les gîtes géothermiques, quelle que soit leur température. En outre, les titres II et III s'appliquent aux gîtes à haute température, les articles 23, 24, 30 *bis*, 55, 56, 57 et le titre V aux gîtes à basse température. »

Art. 2.

L'article 4 du Code minier est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. — Sont considérés comme carrières, les gîtes non mentionnés aux articles 2 et 3. »

CHAPITRE II

Recherche de mines.

Art. 3.

Il est ajouté au Code minier un article 14 ainsi rédigé :

« Les décrets institutifs prévus aux deuxièmes alinéas des articles 9 et 12 ci-dessus peuvent comporter, en annexe, des conditions particulières comprenant notamment :

« — des obligations relatives à la protection des intérêts mentionnés à l'article 84 ;

« — des obligations concernant éventuellement les relations entre titulaires conjoints et solidaires ;

« — des obligations concernant le contrôle de la société ou des sociétés titulaires du permis ;

« — l'obligation de demander un titre d'exploitation dès qu'un gisement aura été reconnu exploitable. En cas de contestation sur le caractère exploitable du gisement, il est statué sur avis conforme du Conseil général des mines. »

Art. 4.

L'article 17 du Code minier est abrogé.

CHAPITRE III

Concessions de mines.

Art. 5.

Les troisième et cinquième alinéas de l'article 25 du Code minier sont modifiés comme suit :

Troisième alinéa. — « Les concessions de mines sont accordées par décret en Conseil d'Etat, après enquête publique, aux conditions d'un cahier des charges annexé à l'acte institutif. »

Cinquième alinéa. — « Dans le cas où l'inventeur n'obtient pas la concession d'une mine, il a droit, de la part du concessionnaire, à une indemnité réglée par l'acte de concession. L'inventeur est, en ce cas, préalablement appelé à présenter ses observations. »

Art. 6.

L'article 29 du Code minier est modifié comme suit :

« *Art. 29-I.* — La durée des concessions de mines est fixée par l'acte de concession dans la limite d'un maximum de cinquante ans.

« II. — Une concession de mines peut faire l'objet de prolongations successives, chacune de durée inférieure ou égale à vingt-cinq ans.

« III. — Le gisement concédé est remis à l'Etat en fin de concession dans l'état où il se trouve, sous réserve des travaux éventuellement prescrits en vertu de l'article 83 ci-dessous ».

Art. 7.

L'article 30 du Code minier est modifié comme suit :

« *Art. 30-I-a).* — Le cahier des charges de la concession fixe les conditions générales de cette concession, conformément au cahier des charges type relatif à la substance ou à la ressource concédée.

« Les cahiers des charges types sont approuvés par décrets pris en Conseil d'Etat. Ils fixent les conditions dans lesquelles les terrains, bâtiments, ouvrages, machines, appareils et engins de toute nature servant à l'exploitation de la mine et en constituant les dépendances immobilières sont remis ou cédés à l'Etat en fin de concession.

« Le cahier des charges type des concessions d'hydrocarbures liquides ou gazeux fixe les modalités de calcul et de versement de la redevance visée à l'article 31 ci-dessous.

« *b)* Le cahier des charges de la concession peut fixer les conditions particulières comprenant notamment :

« — des obligations relatives à la continuation de l'exploration de la concession ;

« — des obligations relatives à la protection des intérêts mentionnés à l'article 84 ;

« — des obligations concernant éventuellement les relations entre titulaires conjoints et solidaires ;

« — des obligations concernant le contrôle de la société ou des sociétés titulaires de la concession ;

« — des obligations concernant la disposition des produits. »

« II. — Les clauses financières du cahier des charges d'une concession d'hydrocarbures jouent rétroactivement au jour de la première vente des hydrocarbures extraits à l'intérieur du périmètre qui délimite la concession. »

Art. 8.

Les articles 32, 33 et 34 du Code minier sont abrogés.

Art. 9.

Les articles 38 à 40 et 44 du Code minier sont abrogés.

CHAPITRE IV

Permis d'exploitation de mines.

Art. 10.

Il est ajouté à l'article 51 du Code minier un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« A l'arrêté institutif peuvent être annexées des conditions particulières comprenant notamment :

« — des obligations relatives à la protection des intérêts mentionnés à l'article 84 ;

« — des obligations concernant éventuellement les relations entre titulaires conjoints et solidaires ;

« — des obligations concernant le contrôle de la société ou des sociétés titulaires du permis ;

« — des obligations concernant la disposition des produits. »

Art. 11.

I. — Le deuxième alinéa de l'article 54 du Code minier est ainsi modifié :

« De plus, le titulaire d'un permis M a droit, s'il en fait la demande avant l'expiration de son permis, à l'octroi d'un permis d'exploitation sur les gisements exploitables des substances visées par celui-ci et découverts à l'intérieur de son périmètre. En cas de contestation sur l'étendue ou le caractère exploitable du gisement, il est statué sur avis conforme du Conseil général des mines. »

II. — Le troisième alinéa de l'article 54 est abrogé.

Art. 12.

L'article 58 du Code minier est abrogé.

Art. 13.

L'article 62 du Code minier est complété par un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions qui précèdent sont applicables aux gisements d'hydrocarbures gazeux et aux gisements d'hydrocarbures à la fois liquides et gazeux exploités en vertu d'un permis d'exploitation, la production de 6 000 mètres cubes d'hydrocarbures gazeux équivalant, pour l'application du présent article, à la production d'une tonne d'hydrocarbures liquides. »

CHAPITRE V

De l'exécution de travaux de recherche et d'exploitation de mines.

Art. 14.

A l'alinéa premier de l'article 71-2 du Code minier, les mots « sous réserve de déclaration d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat, à l'extérieur de celui-ci » sont remplacés par les mots « sous réserve, à l'extérieur de celui-ci de déclaration d'utilité publique dans les formes prévues à l'article 2 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 ».

Art. 15.

A l'alinéa premier de l'article 73 du Code minier, les mots « moyennant déclaration d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat » sont remplacés par les mots « moyennant déclaration d'utilité publique dans les formes prévues à l'article 2 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 ».

Art. 16.

Les mots « d'hydrocarbures liquides ou gazeux » et « en hydrocarbures » sont supprimés au deuxième alinéa de l'article 81 du Code minier.

Art. 17.

Les articles 83, 84 et 85 du Code minier sont modifiés comme suit :

« Art. 83. — Lors de l'abandon des travaux, soit au terme normal d'un permis exclusif de recherches, d'un permis d'exploitation, d'une concession, soit par suite d'annulation, de retrait ou de renonciation, le titulaire du titre minier ou de l'autorisation doit exécuter les travaux qui lui sont prescrits par le préfet sur proposition du Service des mines en vue de la sécurité publique, de la conservation de la mine, de l'isolement des divers niveaux perméables, de la protection des caractéristiques essentielles de l'environnement. Ces travaux peuvent comporter, le cas échéant, la remise en état des lieux affectés par les travaux miniers et par les installations de toute nature réalisées en vue de l'exploitation ou de la recherche. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux travaux visés à l'article 80.

« A défaut d'exécution, les opérations prescrites sont effectuées d'office et aux frais du titulaire ou du contrevenant par les soins de l'administration. »

« Art. 84. — Si les travaux de recherche ou d'exploitation d'une mine sont de nature à compromettre la sécurité et la salubrité publiques, les caractéristiques essentielles du milieu environnant, terrestre ou maritime, la conservation de la mine ou d'une autre mine, la sûreté et l'hygiène des ouvriers mineurs, la conservation des voies de communication, la solidité des édifices publics ou privés, le débit ou la qualité des eaux de toute nature, l'effet des

mesures générales arrêtées par décret à l'intérieur d'une zone spéciale d'aménagement des eaux, il y est pourvu par le préfet, au besoin d'office et aux frais de l'explorateur ou de l'exploitant.

« *Art. 85.* — Des décrets déterminent en outre les mesures de tout ordre, visant tant le personnel que les installations ou travaux, destinés à sauvegarder ou améliorer les conditions de sécurité ou d'hygiène du personnel occupé dans les mines, la sécurité et la salubrité publiques, la protection du milieu environnant, terrestre ou maritime, à permettre l'exécution des recherches techniques nécessaires à ces améliorations et à assurer la bonne utilisation du gisement et la conservation de la mine. »

Art. 18.

Il est ajouté au Code minier un article 86 ainsi conçu :

« *Art. 86.* — Sans préjudice de l'application des titres VI *bis* et X du livre I^{er} du présent Code, le préfet peut, lorsque l'exécution d'une suspension, d'une interdiction ou d'une action d'office prononcée en application de l'article 84 du présent Code le nécessite, recourir à la force publique.

« En outre, le préfet peut prendre toutes mesures utiles, notamment immobiliser le matériel et empêcher l'accès du chantier, le tout aux frais et risques de l'auteur des travaux. »

Art. 19.

Les articles 93, 94, 95 et 96 du Code minier sont abrogés.

CHAPITRE VI

Des gîtes géothermiques à basse température.

Art. 20.

Il est ajouté au Code minier un titre V intitulé :

« Des gîtes géothermiques à basse température » comprenant les articles 98 à 103 ci-après :

« *Art. 98.* — Nul ne peut entreprendre un forage en vue de la recherche de gîtes géothermiques à basse température sans une autorisation de recherches accordée par arrêté préfectoral après enquête publique.

« L'autorisation détermine soit l'emplacement du ou des forages à entreprendre, soit le tracé d'un périmètre à l'intérieur duquel ces forages peuvent être exécutés. Le titulaire de l'autorisation de recherches est seul habilité, dans le périmètre ainsi défini, à réaliser des forages pour la recherche de gîtes géothermiques. La validité de l'autorisation de recherches ne peut excéder trois ans.

« Art. 99. — Les gîtes géothermiques à basse température ne peuvent être exploités qu'en vertu d'un permis d'exploitation accordé par le préfet.

« Le titulaire d'une autorisation de recherches peut seul obtenir, pendant la durée de cette autorisation, un permis d'exploitation qui englobe les emplacements des forages autorisés ou qui est situé en tout ou en partie à l'intérieur du périmètre de ladite autorisation.

« De plus, si ses travaux ont fourni la preuve qu'un gîte est exploitable et s'il en fait la demande avant l'expiration de l'autorisation, le titulaire a droit à l'octroi d'un permis d'exploitation.

« Un décret en Conseil d'Etat précise les cas dans lesquels l'enquête publique à laquelle a été soumise la demande d'autorisation de recherches peut dispenser d'enquête la délivrance d'un permis d'exploitation.

« Art. 100. — L'arrêté portant permis d'exploitation confère un droit exclusif d'exploitation dans un volume déterminé, dit volume d'exploitation, défini par un périmètre et deux profondeurs. L'arrêté institutif peut limiter le débit calorifique qui sera prélevé.

« La validité du permis ne peut excéder trente ans. Il peut être prolongé par périodes ne pouvant chacune excéder quinze ans.

« L'arrêté peut également imposer toutes dispositions concernant notamment l'extraction, l'utilisation et la réinjection des fluides calorifères et des produits qui y seraient contenus et, plus généralement, les obligations relatives aux intérêts visés par l'article 84. Il peut abroger l'autorisation de recherches dont dérive le permis d'exploitation, ou réduire les droits qui y sont attachés.

« *Art. 101.* — L'arrêté portant autorisation de recherches ou permis d'exploitation, ou un arrêté ultérieur pris après enquête publique, peut fixer un périmètre de protection à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés tous travaux souterrains susceptibles de porter préjudice à l'exploitation géothermique.

« Le périmètre de protection peut être modifié ou supprimé dans les mêmes formes.

« *Art. 102.* — Des décrets en Conseil d'Etat fixent, en tant que de besoin, les conditions et modalités d'application du présent titre, et les cas où il peut y être dérogé en totalité ou partiellement pour des exploitations de minime importance, compte tenu de leur profondeur et de leur débit calorifique.

« *Art. 103.* — Les dispositions des articles 98 à 102 ne sont pas applicables aux eaux qui sont ou qui viendraient à être utilisées à des fins thérapeutiques. »

CHAPITRE VII

Des carrières.

Art. 21.

La mention de l'article 58 est supprimée à l'article 114 du Code minier.

CHAPITRE VIII

Du retrait des titres de recherches et d'exploitation.

Art. 22.

L'article 119-1 du Code minier est modifié comme suit :

« *Art. 119-1.* — Tout titulaire d'un permis exclusif de recherches, d'une concession de mines, d'un permis d'exploitation de mines ou d'une des autorisations ou permis prévus aux articles 98, 99, 106 et 109, tout titulaire d'une autorisation d'amodiation de

titre minier peut, après mise en demeure, se voir retirer son titre ou autorisation dans l'un des cas suivants, sans préjudice de l'application des dispositions du dernier alinéa de l'article 106 :

« a) défaut de paiement, pendant plus de deux ans, des redevances minières dues à l'Etat, aux départements et aux communes ;

« b) cession ou amodiation non conforme aux règles du Code ;

« c) infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène ; inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 ;

« d) pour les permis ou les autorisations de recherches : inactivité persistante ou activité manifestement sans rapport avec l'effort financier souscrit et, plus généralement, inobservation des engagements souscrits visés dans l'acte institutif ;

« e) pour les titres ou les autorisations d'exploitation : absence ou insuffisance prolongée d'exploitation manifestement contraire aux possibilités du gisement ou à l'intérêt des consommateurs et non justifiée par l'état du marché, exploitation effectuée dans des conditions telles qu'elle est de nature à compromettre sérieusement l'intérêt économique, la conservation et l'utilisation ultérieure des gisements ;

« f) inobservation des dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 81 ;

« g) inobservation des conditions fixées dans l'acte institutif non-respect du cahier des charges ; méconnaissance des règles imposées en ce qui concerne les personnes détenant le contrôle de l'entreprise ;

« h) pour les concessions de mines : inexploitation depuis plus de dix ans.

« La décision de retrait est prononcée par arrêté préfectoral en ce qui concerne les autorisations ou permis prévus aux articles 98, 99 et 106, par arrêté ministériel dans les autres cas, selon les modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. »

CHAPITRE IX

Des mutations et amodiations.

Art. 23.

Il est ajouté au Code minier un titre VI *ter* intitulé :

« *Des mutations et amodiations des titres de recherches et d'exploitation* »

comprenant les articles 119-5 à 119-10 ci-après :

« *Art. 119-5.* — Les mutations de permis exclusifs de recherches de mines, de concessions de mines, de permis d'exploitation de mines ou de carrières, les amodiations de concessions de mines, de permis d'exploitation de mines ou de carrières ne prennent effet que si elles sont autorisées, par décret dans le cas de permis exclusifs de recherches de mines, par décret en Conseil d'Etat dans le cas des concessions de mines, par arrêté ministériel dans le cas des permis d'exploitation de mines ou de carrières.

« *Art. 119-6.* — Lorsque la mutation résulte d'un acte entre vifs, et dans le cas des amodiations de titres d'exploitation, l'autorisation doit être demandée soit par le cédant et le cessionnaire, soit par le titulaire du titre et l'amodiataire, dans les six mois qui suivent la signature de l'acte ; lequel doit avoir été passé sous la condition suspensive de cette autorisation.

« *Art. 119-7.* — Lorsque la mutation résulte du décès du titulaire, l'autorisation doit être demandée dans les douze mois qui suivent l'ouverture de la succession, soit par les ayants droit, soit par la personne physique ou morale qu'ils se seront substituée dans l'intervalle en vertu d'un acte qui aura été passé sous la condition suspensive de cette autorisation.

« L'absence de dépôt de la demande en autorisation dans les délais prescrits peut donner lieu au retrait du titre. Le rejet de la demande entraîne le retrait du titre. S'il s'agit d'une concession de mines, les dispositions de l'article 119-3 sont applicables à la diligence des ayants droit du concessionnaire décédé ou, le cas échéant, des autres titulaires de la concession.

« *Art. 119-8.* — Les actes entre vifs passés en violation des articles qui précèdent sont nuls et de nul effet.

« *Art. 119-9.* — Nul ne peut être admis à devenir par mutation titulaire d'un titre minier ou d'un permis d'exploitation de carrières ou à devenir amodiataire, s'il ne satisfait pas aux conditions exigées pour obtenir un titre de même nature.

« *Art. 119-10.* — En cas de mutation partielle d'un permis exclusif de recherches de mines ou d'une concession de mines, chacune des parties du titre minier est réputée avoir pour date d'origine la date d'institution du titre minier initial. »

CHAPITRE X

Des déclarations de fouilles.

Art. 24.

Les articles 132, 133 et 134 du Code minier sont modifiés comme suit :

« *Art. 132.* — Les ingénieurs et techniciens du Service des mines, les ingénieurs du Service de conservation des gisements d'hydrocarbures, les ingénieurs du Service géologique national ainsi que les collaborateurs de ce dernier qui sont munis d'un ordre de mission émanant du Ministre chargé des mines, ont accès à tous sondages, ouvrages souterrains ou travaux de fouilles soit pendant soit après leur exécution, et quelle que soit leur profondeur.

« Ils peuvent se faire remettre tous échantillons et se faire communiquer tous les documents et renseignements d'ordre géologique, hydrologique, hydrographique, topographique, chimique ou minier.

« *Art. 133.* — Tout levé de mesures géophysiques, toute campagne de prospection géochimique ou d'études de minéraux lourds doivent faire l'objet d'une déclaration préalable à l'ingénieur en chef des mines ; les résultats de ces levés et campagnes lui sont communiqués.

« *Art. 134.* — Les documents ou renseignements recueillis en application des articles 132 et 133 ne peuvent, sauf autorisation de l'auteur des travaux, être rendus publics ou communiqués à des tiers par l'Administration avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date à laquelle ils ont été obtenus. Toutefois, s'il

s'agit de documents ou renseignements sismiques intéressant la recherche des hydrocarbures liquides ou gazeux, le délai à partir duquel ils peuvent être communiqués à des tiers est fixé par décret en Conseil d'Etat. Le délai de dix ans peut également être réduit ou annulé pour certains documents ou renseignements intéressant la recherche et la production d'autres substances, dans les conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat.

« Pour les travaux exécutés à terre, et par exception aux dispositions qui précèdent, les échantillons, documents et renseignements autres que les documents et renseignements sismiques, intéressant la recherche des hydrocarbures liquides ou gazeux, tombent immédiatement dans le domaine public, ainsi que les échantillons, documents et renseignements mentionnés à l'article 60 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

« Pour les travaux exécutés en mer et par exception aux dispositions du premier alinéa ci-dessus, tombent immédiatement dans le domaine public les renseignements et documents intéressant la sécurité de la navigation de surface et de la navigation sous-marine, ainsi que ceux qui concernent les propriétés physico-chimiques et les mouvements des eaux superficielles.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les règles à suivre pour la communication à des tiers des renseignements relatifs aux hydrocarbures liquides ou gazeux visés au deuxième alinéa, lorsque cette diffusion est utile pour la réalisation de programmes de travaux dans des conditions de sécurité satisfaisantes. »

CHAPITRE XI

Dispositions diverses et transitoires.

Art. 25.

A l'article 141, premier alinéa, du Code minier :

— sont supprimées les références aux articles 79, 88 et 93 ;

— sont respectivement remplacés par « l'article 87 du présent Code » les mots « les articles 86 et 87 du présent Code » et par « les articles 83, 84, 85, 86 et 107 du présent Code » les mots « les articles 83, 84, 85, 107 et 118 du présent Code » ;

— sont respectivement remplacés par « la sécurité et la salubrité publique » les mots « la sécurité publique », et par « travaux de recherches et d'exploitation » les mots « travaux souterrains ».

Art. 26.

Les articles 197 à 202 du Code minier sont abrogés.

Art. 27.

L'article 207, deuxième alinéa du Code minier, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Toutefois :

« Les concessions accordées sous le régime institué par la loi du 9 septembre 1919 et maintenues sous ce régime restent soumises aux conditions du cahier des charges annexé à leur acte institutif ;

« Les périmètres d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux institués en application de la loi du 18 juillet 1941 relative à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures en Aquitaine restent soumis aux conditions auxquelles ils ont été institués. »

Art. 28.

L'application des dispositions de la présente loi n'entraîne pas l'obligation de recommencer les enquêtes auxquelles ont été régulièrement soumises, en application des dispositions en vigueur, les demandes en cours d'instruction tendant à l'obtention d'un titre minier ou d'une autorisation de mutation ou d'amodiation.

Art. 29.

Les dispositions des articles 6 et 7 de la présente loi ne s'appliquent ni aux concessions de mines existantes, ni aux cahiers des charges aux conditions desquelles elles sont soumises.

Les dispositions de l'article 119-1, h), du Code minier ne s'appliquent aux concessions de mines existantes que si un délai de trente ans s'est écoulé depuis leur institution.

Art. 30.

Les cahiers des charges fixant les conditions des concessions de mines qui seront accordées après la publication de la présente loi comporteront une clause prévoyant leur mise en conformité avec le cahier des charges-type qui sera établi en application de l'article 30-I, a) nouveau du Code minier. »

Art. 31.

Les exploitations de gîtes géothermiques en activité à la date de publication de la présente loi devront faire l'objet d'une demande de permis d'exploitation dans le délai d'un an suivant l'entrée en vigueur de ladite loi.

L'attribution de ce permis sera de droit à concurrence d'un débit calorifique annuel égal au débit calorifique le plus élevé des deux années précédant la publication de la présente loi.

Art. 32.

Des décrets en Conseil d'Etat déterminent en tant que de besoin les modalités d'application de la présente loi.

Art. 33.

La présente loi n'est pas applicable dans les départements d'Outre-Mer.

Fait à Paris, le 16 avril 1975.

Signé : JACQUES CHIRAC.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur,

Signé : Michel PONIATOWSKI.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Signé : Jean LECANUET.

Le Ministre de l'Equipement,

Signé : Robert GALLEY.

Le Ministre de l'Industrie et de la Recherche,

Signé : Michel D'ORNANO.